


CHRONIQUE SCIENTIFIQUE



DÉMOCRATIE ET PARTI UNIQUE EN AFRIQUE

Colloque conjoint de l'Association africaine de science politique (AASP) et de l'Association allemande de science politique (DVPW) (Arnoldshain/Francfort, 15-17 octobre 1986).

Du 15 au 17 octobre 1986, s'est tenu à Arnoldshain/Schmitten-Ts., près de Francfort, un colloque conjoint des Associations africaine (AASP) et allemande (*Deutsche Vereinigung für Politische Wissenschaft : DVPW*) de science politique, sur le thème « Démocratie et parti unique en Afrique ». Ce colloque, qui réunissait une cinquantaine de participants, était dirigé du côté allemand par Dirk Berg-Schlosser (Philipps-Universität, Marburg), Peter Meyns (Université de Duisbourg) et Rainer Tetzlaff (Université de Hambourg). La partie africaine était représentée par une forte délégation de l'AASP composée notamment de Dani W. Nabudere (président), Abdoulaye Bathily (vice-président) et L. Adele Jinadu (secrétaire général). Parmi les participants, on notait la présence de l'ancien ministre tanzanien A.R. Mohamed Babu, d'universitaires de renom tels Amadou Sesay (Université d'Ife) et Roger Tangri, ainsi que celle de la célèbre journaliste britannique Ruth Weiss.

Après un large tour d'horizon de problèmes généraux tels que les fondements philosophiques du parti unique (D.W. Nabudere) et les bases sociales de la politique en Afrique (R. Tetzlaff), les communications ont porté sur des études de cas (pays par pays) de différents types de systèmes politiques africains. C'est ainsi que furent successivement examinées les expériences multipartisanes de l'île Maurice (A. Darga), du Nigéria (A. Ihonvbere) et du Sénégal (A. Bathily). La transition du multipartisme au parti unique a été éloquemment illustrée par les études de cas de la Sierra Leone (A. Sesay), de l'Ouganda (D. Mabiziri) et du Zimbabwe (M. Sithole). Le Cameroun (H.F. Illy) et la Zambie (P. Meyns) fournirent des exemples de partis uniques de tendance libérale. Cependant, la majorité des études de cas traitait de partis uniques à orientation socialiste, tels le Burkina Faso (G. Martin), le Ghana (K.K. Prah), l'Éthiopie

et le Mozambique (L. Adele Jinadu), ainsi que la Tanzanie (I.K. Bavu).

Les débats ont d'abord porté sur le concept de « démocratie ». Bien que les opinions, quant au sens exact à donner à ce concept, fussent nettement divergentes, les participants tombèrent d'accord pour y inclure les éléments suivants : 1) *principes de consultation et de responsabilité*, se traduisant par des élections libres et équitables organisées à intervalles réguliers ; 2) *protection des droits fondamentaux de l'homme*, y compris des droits socio-économiques ; 3) *participation populaire au processus de prise de décision politique et socio-économique*. Il a été observé que pratiquement aucun régime politique africain contemporain ne correspondait tant soit peu à cette définition. Il ne semble en fait y avoir aucune corrélation directe et systématique entre multipartisme et démocratie ; même les cas de l'île Maurice et du Sénégal tendent à le démontrer. De fait, un processus de monopolisation progressive du pouvoir par un seul parti et de marginalisation (voire d'élimination pure et simple) des partis d'opposition semble s'être développé sous couvert de multipartisme (cas du Sénégal, de la Sierra Leone et du Zimbabwe). Le parti unique n'a pas paru mieux adapté aux exigences de la démocratie. Certains participants (tel L. Adele Jinadu) en sont venus à affirmer qu'il n'y a pas nécessairement corrélation entre démocratie et système de partis, posant même la question de savoir si les notions de parti et de démocratie n'étaient pas fondamentalement incompatibles. L'exemple du Burkina Faso, où une structure non partisane de « Comités de défense de la révolution » permet apparemment un certain degré de participation populaire, semble leur donner raison. Hormis les exceptions notables de l'île Maurice et de la Tanzanie, peu d'élections organisées en Afrique sont apparues comme un tant soit peu « libres et équitables », les fraudes, manipulations et autres falsifications étant la règle plutôt que l'exception.

Autre sujet de débat : la fonction de la bourgeoisie bureaucratique (que R. Tetzlaff préfère appeler la « classe d'État ») dans l'édification de systèmes de parti unique en Afrique. Il a été observé que cette classe tend à utiliser le parti unique comme instrument principal de consolidation de son pouvoir économique et politique au sein de l'appareil d'État. D'où une discussion sur le point de savoir si les États africains devaient s'attacher à renforcer la « démocratie nationale » ou à construire le socialisme à ce stade de leur développement.

Un autre point d'achoppement a eu trait à la question des facteurs internes, par opposition aux facteurs externes, comme éléments déterminants du développement politique des pays africains. Les participants allemands semblaient généralement privilégier les facteurs politiques et socio-économiques internes, tandis que les Africains mettaient plutôt l'accent sur les facteurs externes tels que l'impérialisme et le néo-colonialisme (D.W. Nabudere). En fin de compte, la « crise de la démocratie » a été perçue essentiellement comme une crise de l'économie dans laquelle sous-développement et dépendance jouent un rôle déterminant (A.R.M. Babu) ; et les concepts, idéologies, institutions et techniques politiques de l'Occident, tant libéraux que socialistes, sont apparus comme étant généralement inadéquats et inadaptés au contexte socio-culturel et politique africain. Une pensée politique africaine originale,

basée sur les idées de grands penseurs politiques africains tels que Cabral, Fanon, Nkrumah et Nyerere, devrait donc être développée.

En fournissant un cadre idéal pour des échanges de vues, d'idées et d'expériences, par-delà les traditionnelles barrières géographiques, culturelles, linguistiques et politiques, et dans une atmosphère de franche convivialité, cette réunion apparaît comme l'exemple même de ce que devraient être des relations universitaires Nord-Sud débarrassées de toute arrière-pensée impérialiste ou néo-colonialiste. L'AASP et la DVPW méritent d'être félicitées pour avoir pris une telle initiative et doivent être encouragées à renouveler cette expérience unique d'enrichissement culturel basé sur des échanges intellectuels réciproques et mutuellement bénéfiques.

Guy Martin,
Programme de formation diplomatique,
Université de Nairobi

**UN NUMÉRO SPÉCIAL DE LA REVUE
NOTRE LIBRAIRIE
consacré à
La littérature ivoirienne**

Au sommaire de ce numéro :

- *Introduction historique et linguistique, oralité, histoire et littérature* (Henriette Diabaté, Bernard Zadi, Amadou Koné donnent la mesure et la place qui reviennent à l'oralité dans les créations d'aujourd'hui).
- *50 ans de littérature ivoirienne* (aperçu historique sur les origines du théâtre (F.J. Amon d'Aby), panorama du roman et de la poésie).
- *Autour de quelques écrivains* : Ahmadou Kourouma, Bernard Dadié, Bernard Zadi, Amadou Koné, Jean-Marie Adiaffi, Noël Ebony... (entretiens, articles critiques, inédits).
- *Autres langages, autres écritures* (le langage des poids, les tambours-parleurs, la parole poétique du Didiga, le français-Moussa, la bande dessinée, le cinéma...).
- *Autour du livre* (la vie du livre, qui lit quoi en C.I. ?, les problèmes de l'édition (NEA, CEDA), la critique, les libraires, la littérature pour enfants...).

Prix du numéro : 45 F environ

Notre Librairie, Le Clef, 20, rue Monsieur, 75007 PARIS